



Et si l'espéranto remplaçait l'anglais...

Paru le Samedi 23 Juillet 2005

Anne Pitteloud

Faire de l'espéranto la langue officielle des échanges internationaux... l'idée semble un peu farfelue. Pourtant, «aucune alternative ne garantit un tel degré d'équité entre les citoyens européens», conclut François Grin dans son étude Coûts et justice linguistique dans l'élargissement de l'Union européenne. Professeur d'économie à l'école de traduction et d'interprétation (ETI) de l'Université de Genève et directeur adjoint du Service de la recherche en éducation (SRED) du Département genevois de l'instruction publique, François Grin évalue les mérites relatifs de différents modèles linguistiques, par le biais d'une «analyse économique des politiques linguistiques». Une première.

Faut-il choisir une seule langue dominante, une troïka de langues officielles, le plurilinguisme, la traduction via une langue tierce comme le latin ou l'espéranto? La question se pose avec acuité à l'heure où la mondialisation parle anglais, et où l'Union européenne (UE) s'est élargie à vingt et un membres. L'auteur arrive à trois conclusions.

LANGUE ET POUVOIR

Premièrement, aucun régime linguistique ne s'impose d'évidence comme préférable aux autres, tout dépendant des critères d'évaluation adoptés. Le choix des langues de travail de l'UE est ainsi «le produit d'un arbitrage entre priorités, et donc de jeux de pouvoir, avant d'être celui d'une fatalité ou d'une quelconque loi physique». Deuxièmement, il n'y a rien d'«économique» à privilégier l'anglais. Enfin, le «tout-à-l'anglais» «est en fait une solution extraordinairement inégalitaire, qui donne lieu à des transferts qui se chiffrent en milliards d'euros par année». Aucune raison technique, économique ou autre ne justifie une telle injustice, selon François Grin. «Dans tout autre domaine de politique publique, [elle] serait considérée comme inadmissible.»

Dans un rapport à paraître cet été, le professeur cite des chiffres. Le Royaume-Uni gagne au minimum 10 milliards d'euros net par an du fait de la dominance de l'anglais. «Si l'on tient compte de l'effet multiplicateur de certaines composantes de cette somme, ainsi que du rendement des fonds que les pays anglophones peuvent, du fait de la position privilégiée de leur langue, investir ailleurs, ce total est de 17 à 18 milliards d'euros par année.»

Les pays anglophones profitent de l'immense marché de la formation – cours, livres, manuels, traductions, etc. – tandis qu'ils économisent sur les frais de formation. Selon François Grin, les Etats-Unis épargneraient ainsi «quelque 16 milliards de dollars par année du simple fait que l'enseignement des langues étrangères au cours de la scolarité

obligatoire y est minimal». Un montant colossal, puisqu'il représente plus du triple du budget annuel de la National Science Foundation américaine, organe central de soutien fédéral à la recherche et au développement: cette économie se traduit par des taux de croissance plus élevés, qui sont en quelque sorte «cofinancés par les pays non anglophones qui acceptent de faire de l'anglais «la» langue internationale». Les étudiants étrangers rapportent enfin quelque 13 milliards de dollars chaque année aux caisses des Universités américaines, de l'économie et de l'Etat.

NE PAS INCRIMINER L'ANGLAIS

De leur côté, les pays non anglophones dépensent des sommes considérables dans la formation, sans que les étudiants n'atteignent jamais le même niveau de maîtrise que les anglophones: ils ne sont pas égaux «face à la compréhension, (...) face à la prise de parole dans un débat public» et se retrouvent fragilisés dans les situations de conflit ou de négociation. Une position d'infériorité et d'insécurité difficile à chiffrer, mais qui donne un avantage évident aux anglophones dans les affaires du monde. Autre conséquence: les locuteurs natifs de la langue dominante sont avantagés à l'embauche.

Il ne s'agit nullement d'incriminer l'anglais. Le problème serait le même dès lors qu'une langue nationale domine. Langue unique, pensée unique, pouvoir unique? Dans *La Manipulation mentale par la destruction des langues*, Charles Xavier Durand relève que «langue et culture étant indissociables, la langue (...) sert de facto les intérêts des pays pour lesquels elle est aussi langue nationale».

L'ESPÉRANTO POUR UN MONDE PLURILINGUE

La solution est donc ailleurs. François Grin démontre qu'il existe des modèles linguistiques moins inégalitaires en termes de coûts financiers et humains. Procédant par élimination, il constate qu'«à l'heure actuelle, l'espéranto est sans doute le prétendant le plus sérieux». Et de devancer les réticences: «Certes, tout recours à cette langue est souvent rejeté d'office, sur la base d'arguments d'une étonnante ignorance. Il n'en reste pas moins qu'il conserve toute sa pertinence comme élément-clef d'une solution à long terme pour l'Union européenne.» Le professeur relève que le coût d'apprentissage de l'espéranto est «incomparablement bas, quelle que soit la langue maternelle de l'apprenant». Et que, même si la solution plurilingue semble politiquement plus acceptable, l'espéranto serait la solution la meilleure dans le cadre d'une stratégie «à mettre en place sur une génération», et à utiliser dans un contexte plurilingue, dont il serait, en fin de compte, «le meilleur allié».

François Grin, *Coûts et justice linguistique dans l'élargissement de l'Union européenne*, 2004.

A lire sur www.satamikarohm.free.fr

A paraître cet été: *L'Enseignement des langues vivantes étrangères comme politique publique*.

Charles Xavier Durand, *La Manipulation mentale par la destruction des langues*, éd. François-Xavier de Guibert, 2002.